

ATTAQUES SOCIALES ENCORE, OPPOSITION TOUJOURS !

9 octobre 2017

MISE A DISPOSITION SMAE, PSA-ID : POURQUOI NE FAUDRAIT-IL PAS...NE PAS SIGNER !?

« Obligations administratives », « Recommandations légales », la direction voudrait dans les prochains jours nous entraîner dans ces tripatouillages « d'optimisation fiscale ». Sans vergogne, elle nous assure la main sur le cœur que ces ristournes seraient indispensables pour assurer l'avenir des salariés. Cette bonne blague ! Si elle en profite bien, ce n'est certainement pas le cas des salariés, cela se saurait.

- PSA voudrait nous transformer en petits soldats à la solde des actionnaires et du COMEX pour partir à la conquête du monde. En nous impliquant dans un acte a priori « anodin » et « transparent », elle veut qu'on le cautionne et la casse sociale généralisée qui va avec. (*voir verso du tract*)
- La direction et les actionnaires considèrent payer toujours trop de cotisations sociales (des « charges » pour eux) et ils utilisent tous les moyens gracieusement mis à leur disposition par l'Etat pour les réduire. Mais heureusement pour elle, avec le CICE, l'argent qui devrait revenir à la redistribution sociale (éducation, santé, chômage, sécurité, etc.) restera dans ses poches...
- Une chose est sûre PSA n'embauchera pas plus, n'augmentera pas nos salaires, ne nous formera pas plus. La Direction emploiera au contraire cet argent pour continuer sa casse sociale en interne : externalisations de pans entiers de l'activité, fermeture de site comme La Garenne, augmentation de la charge de travail sans embaucher, etc.
- PSA fait du profit : 4,6 milliards de résultat net en deux ans et demi, les caisses débordent. Eh oui, les salariés ont fait subi l'effort de guerre de ces dernières années. Il n'y a donc pas de raison de ponctionner sans scrupule l'argent de l'Etat, qui plus est sur notre dos...de contribuable !

Depuis 2014 le CICE, c'est 62 milliards « distribués » aux entreprises sans contrepartie et effet sur l'emploi et l'investissement, de l'aveu même du comité de suivi de cette niche fiscale. Ce dispositif aurait surtout servi à maintenir et accroître les marges des entreprises et les dividendes. Sans blague ?

PSA a bénéficié de 200 millions de crédit d'impôts entre 2014 et 2017 avec l'effet sur l'emploi, là aussi, que l'on connaît tous.

POUR LA CGT IL EST BIEN EVIDEMENT HORS DE QUESTION DE CAUTIONNER CES PRATIQUES D'OPTIMISATION FISCALE. LA DIRECTION A BESOIN DE NOUS POUR SES PETITES ARRANGEMENTS ET VOUDRAIT NOUS IMPOSER DE SIGNER SON AVENANT.

RIEN NE NOUS Y CONTRAINT ET NOUS POUVONS NOUS EN ABSTENIR EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE !

LE PROJET DE FERMETURE DU SITE : UN LONG FLEUVE TRANQUILLE ?

Au dernier CHSCT, la direction a présenté des plannings, quelques photos de petits travaux sur Carrières, mais rien côté Pôle Tertiaire où elle veut nous entasser. **Concernant la prise en compte des préconisations faites par le cabinet SYNDEX suite l'expertise du CHSCT, c'est par contre le néant total.**

Le rapport a pourtant démontré que le projet comportait des risques physiques et de Troubles Psycho-Sociaux pour les salariés: densité et promiscuité des bureaux, allongement notable des temps de transport et risque accru d'accidents de trajet, manque de sanitaires, sous dimensionnement du système d'aération, de la cantine, etc.

La direction a évoqué les travaux qui seront réalisés à La Garenne pour « préparer » la fermeture, en osant même suggérer au CHSCT de « surveiller » avec elle et « d'anticiper » afin que ceux-ci se passent dans les règles de l'art. L'espoir pour elle : ne pas avoir à subir des DGI (Danger Grave et Imminent) de la part du CHSCT, dus aux risques pour les salariés et les intervenants extérieurs, lors de ces travaux.

ELLE A MEME FEINT D'IGNORER SON ASSIGNATION A COMPARAITRE LE 14 DECEMBRE AU TGI DE VERSAILLES. ET POURTANT, CE QU'ELLE SE GARDE BIEN PAR AILLEURS DE MENTIONNER DANS SA PROPAGANDE, C'EST QUE LE CE, LE CHSCT, LA CGT ET LA CFDT ONT PORTE PLAINTTE CONTRE LE PROJET DE PSA.

TOUS ENSEMBLE, LE 10 OCTOBRE, CONTRE LA CASSE DU SECTEUR PUBLIC !

Le 10 octobre sera une journée de lutte dans la fonction publique à l'appel des fédérations CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, FSU, UNSA et Solidaires. Ce mouvement est le nôtre car lorsque le gouvernement s'attaque aux services publics, nous sommes tous attaqués.

Moins de services publics, c'est moins de services rendus à la population !

On voit bien les dégâts occasionnés par la fermeture des bureaux de poste (ou simplement la réduction des horaires d'ouverture), la fermeture des hôpitaux et la baisse de l'offre de soins partout en France, avec les classes dans les écoles saturées et des infrastructures d'accueil obsolètes et dégradées. Moins de service de proximité, ce sont des difficultés accrues pour l'ensemble de la population mais cela peut-être dramatique pour la fraction la plus fragile de la société comme les personnes âgées, les chômeurs ou les jeunes des milieux défavorisés, etc.

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) présenté le jeudi 28 septembre, prévoit 1.94 milliard d'économies pour 2018, soit 300 millions de plus qu'en 2017 :

- 750 millions d'euros d'économies sur les médicaments et les génériques.
- 470 millions d'euros d'économies avec le développement de la médecine ambulatoire pour réduire les durées d'hospitalisation.
- 160 millions d'euros d'économies par la réduction des dépenses des hôpitaux pour les ambulances.
- 210 millions d'euros d'économies avec plus de contrôle des patients et professionnels de santé.
- Pour les opérations de prothèses de hanche par exemple, un nouveau forfait ne prendrait plus en charge les ré-hospitalisations alors qu'elles sont fréquentes et nécessaires en raison des complications.
- Récupérer 100 millions d'euros avec un forfait hospitalier à 20 euros au lieu de 18 au 1^{er} janvier.

Ces mesures diminueront encore l'accès aux soins des plus pauvres dont la santé ne peut que se détériorer.

Exiger que les patrons paient les cotisations sociales qu'ils doivent et en finir avec le chômage permettraient que les comptes de la Sécurité Sociale soient équilibrés !

Cela nous concerne aussi car en décidant de supprimer 140 000 contrats aidés, le gouvernement MACRON crée des difficultés importantes au bon fonctionnement des écoles, des EHPAD et toutes les autres institutions dépendants de ces emplois. Bien sûr, nous sommes pour la transformation des contrats aidés en emplois fixes car ce travail est indispensable à la population, y compris travaillant dans le privé comme nous chez PSA.

Enfin, dans la période actuelle où le chômage atteint des records avec plus de 6,7 millions privés d'emplois, l'embauche dans les services publics doit être une priorité. Qui n'a pas autour de lui un enfant, un parent ou un proche en situation précaire ou sans emploi ? **Personne !**

La CGT de La Garenne appelle tous ses militants, sympathisants syndiqués ou non et l'ensemble des salariés qui le peuvent à être solidaires du combat des salariés de la fonction publique en participant aux manifestations prévues, parce que leur combat rejoint évidemment les intérêts de tous les salariés du secteur privé.

Le mardi 10 octobre, manifestation à PARIS ! à 14h00, de République à Nation.

**JOIGNEZ-VOUS A LA CGT PSA LA GARENNE POUR UN DEPART COLLECTIF : RDV A 13H30 ARRET TRAM T2
LES FAUVELLES. SUR PLACE, SOUS LES BANDEROLES PSA OU PARTOUT OU VOUS VOULEZ ...**